

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4409 F

Service Central :

Région :

9- VIII / 39

OBJET DE LA CONSULTATION

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS.

RÉGIE des CH. DE FER des TERRITOIRES occupés.

M<sup>e</sup> SINAY, avocat à la Cour de COLMAR demande  
si cette Régie a encore une existence de droit, sinon quel  
sont les représentants légaux de sa liquidation. Texte.

Références :

Observations :

D<sup>e</sup> N° 4409 F ; Aff. :  
RÉGIE DES TERRITOIRES occupés.  
Renseignements demandés par M<sup>e</sup> SINAY

27 août 9

AG  
4409<sup>F</sup>

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 9 août, j'ai l'honneur de vous faire connaître que nous ne sommes pas en mesure de vous renseigner au sujet des modalités de la liquidation de la Régie des Chemins de fer des Territoires occupés organisée par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1923 (J.O. du 4 mars 1923).

Toutefois, si dans la question qui vous intéresse, il s'agit d'un accident du travail, je pourrais faire faire des recherches dans les archives des Chemins de fer de l'Etat qui ont suivi cette catégorie d'affaires.

Vous voudrez bien, dans ce cas, m'indiquer les nom, prénoms de l'agent, ainsi que la date de l'accident, afin de me permettre de retrouver le dossier.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Signé : de CAQUERAY

Monsieur Robert SINAY,  
Assesseur à la Cour d'Appel  
21 avenue de la République  
à COLMAR (Haut-Rhin).



Monsieur,

Monsieur le Secrétaire Général de la S.N.C.

F. m'a transmis votre lettre du 9 Août par laquelle vous demandez des renseignements concernant la liquidation de la Régie des chemins de fer des territoires occupés.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il ne m'est pas possible, tant en mon Service qu'au Ministère des Travaux Publics, de retrouver les textes, notamment une ordonnance no 280 de la Haute Commission Inter-alliée, précisant le mode de cette liquidation qui a dû être opérée postérieurement au 16 Novembre 1924 date de la cessation de la Régie.

Les seules pièces actuellement en ma possession concernent le règlement ~~d'accidents du travail~~ effectué par le Service du Contentieux des Chemins de fer de l'Etat chargé, à l'époque, de

Monsieur Robert SINAY

Avocat à la Cour d'Appel, 21 Avenue de la République COLMAR (Haut-Rhin)

l'Office de la Régie, des accidents du travail dont ont été victimes les agents au service de cet organisme, règlement qui a dû être définitivement arrêté en Octobre 1925.

Toutefois, si dans l'affaire qui vous occupe il s'agit bien de l'application de la loi du 9 Avril 1898 sur les accidents du travail, je vous demanderais de m'indiquer les nom, prénoms de l'agent ainsi que la date de l'accident. Il me serait alors possible de faire rechercher le dossier de l'affaire et, le cas échéant, de vous donner toutes indications utiles pour renseigner votre cliente.

Agréez, M. ....

Le Chef du Contentieux:

Dimanche au Ministère des  
Travaux Publics.

Vu M<sup>r</sup> Molins (1<sup>er</sup> Bureau) de la  
Direction G<sup>l</sup> des Ch. de fer qui a été  
dans l'impossibilité de me renseigner,  
ne retrouvant pas le dossier de la Régie  
des Territoires occupés (aucune trace ni  
dans le Bureau ni aux archives).

- 18. VIII/39 -



5 Février 1925.

3me

## RAPPORT A MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL

### Affaires des Accidents du travail de la Régie des Chemins de fer des Territoires Occupés.

J'ai l'honneur de rendre compte à M. le Directeur Général de la marche des affaires d'accidents du travail de la Régie des Territoires Occupés, des suites probables qui seront données à chacune d'elles et de la date probable de leur clôture.

Jusqu'à ce jour, il y a eu dans la Régie des Territoires occupés 598 accidents du travail. Ce nombre se grossira peut-être de quelques unités d'affaires retardataires pour divers motifs.

#### I - AFFAIRES TERMINEES OU SUR LE POINT DE L'ETRE (280)

1°- Sur ces 598 affaires, nous avons classé 233 dossiers, les victimes ayant été reconnues guéries sans déchet.

Les Réseaux auxquels ces agents appartenaient ont été avisés. Ci . . . . . 233

2°- 40 affaires ont été conciliées, les bénéficiaires ayant accepté les rentes offertes au nom de la Régie. Nous faisons le nécessaire pour la capitalisation de ces rentes. Ces affaires seront complètement terminées dans un très bref délai. Ci . . . . . 40

3°- Une affaire (affaire Gasnier) a été terminée par un jugement déboutant la mère de la victime de sa demande de rente (ce jugement est devenu définitif). Ci . . . . . 1

4°- Dans 6 affaires, il ne s'agit pas d'accidents du travail; nous n'avons à prendre aucune initiative

A reporter: 274

Report..... 274

et il est vraisemblable qu'il n'en sera plus question.

Cependant je fais une réserve pour le cas où nous serions saisis ultérieurement de demandes de rentes

de la part des ayants-droit. Nous les ferions repousser, bien entendu. Il faut observer que la prescrip-

tion est acquise un an après l'accident. Ci..... 6

---

Total.....280

## II - AFFAIRES ENCORE EN COURS (318)

1°- Affaires sans suite probable (274. Pour 274 de ces affaires, il semble ressortir d'après les certificats médicaux établis au moment de l'accident, que les blessures n'ont entraîné qu'une incapacité temporaire et qu'il n'en subsistera aucune incapacité permanente de travail. Pour en être bien certains, nous avons demandé aux Réseaux de faire examiner leurs accidentés pour nous confirmer que ceux-ci sont bien guéris sans déchet. Pour ceux qui ont été embauchés directement par la Régie, nous avons demandé à cette dernière de nous envoyer les certificats médicaux qui ont pu être établis avant que les blessés quittent les territoires occupés ou de nous faire connaître leur adresse actuelle pour que nous puissions les faire examiner par un médecin du Réseau. Ici se pose un aléa à signaler. Il y aura de grosses ~~répax~~ difficultés à retrouver la trace de certains agents embauchés par la Régie, soit qu'ils soient restés en Allemagne, soit qu'ils aient rejoint leur pays d'origine. La prescription pour les affaires où nous avons admis le principe de l'accident du travail est de 3 ans du jour de la cessation de paiement de l'indemnité journalière.

La liquidation de ces affaires dépendra de la promptitude



avec laquelle nous seront envoyés les renseignements demandés là où il sera possible de nous renseigner.

2°- Affaires qui donneront lieu à une allocation de rentes (44).

A) Affaires où ont été faites des offres de rentes encore sans réponse, ci ..... 12

N.B. Dans toutes ces affaires nous avons éliminé du salaire de base les allocations de charges de famille, de frais de déplacement et les indemnités de séjour.

B) Affaires dans lesquelles des rapports sont actuellement soumis à M. le Directeur Général pour fixation de rentes, ci ..... 4

C) Affaires dont l'instruction n'est pas achevée en vue de la fixation d'une rente, ci ..... 19

N.B. Pour toutes ces affaires des renseignements ont été demandés soit à la Régie soit aux Réseaux.

Egalement dans ces affaires se posera la question de savoir s'il faut comprendre dans le salaire de base, les charges de famille et les indemnités de séjour.

D) Affaires dans lesquelles il y a désaccord sur le salaire de base (charges de famille, indemnité de séjour) ci ..... 4

Affaires.	Rentes offertes.	Rentes demandées.	Observations.
Millas	949 fr. 98	1.284 fr. 75	Suivie par P.L.M. Suivie par le PLM. Appel devant la Cour d'Aix, le Tribunal ayant incorporé les indemnités de séjour dans le salaire.
Segonds	2.205 05	2.290 36	
Perron	1.722 98	1.896 60	
Ezingard	2.170 72	2.509 48	
	7.048 fr. 68	7.931 fr. 19	

N.B. Le différend roule donc au total sur une différence de 882 fr. 51 de rentes annuelles.

E) Affaires dans lesquelles il y a désaccord sur le taux du déchet, ci ..... 4

A reporter ..... 43



Affaires.	Taux offert à l'agent.	Prétentions du blessé.	Observations.
Grosguenin	10 %	30 %	Suivie par P.L.M. Expertise en cours. Le médecin de la Régie avait fixé à 30 % le déchet, mais le médecin du P.L.M. a été d'avis de ne pas accepter ce taux malgré une précédente expertise du Dr Paul, médecin expert.
Lenoir	10 %	30 %	Nous allons faire nommer un expert par le Président du Tribunal.
Lagarde	aucune offre	?	Expertise en cours à Paris-gueux.
Kritter	15 %	35 %	Nous allons demander la nomination d'un expert.

N.B. A la suite des récentes instructions de M. le Directeur Général, nous allons voir s'il sera possible d'éviter ces procès par une augmentation de notre offre.

F) Affaire où, bien qu'il y ait accident du travail, il y a désaccord sur le principe même de l'allocation d'une rente, ci .....

D'après les renseignements qui nous ont été fournis les père et mère de la victime n'étaient pas à sa charge. A défaut de toute justification de leur part, nous repousserons leur demande de rentes.

Total..... 44

#### - CONCLUSIONS -

En résumé, le retard dans le règlement définitif de quelques affaires ne pourrait provenir que des cas suivants:

1 - Si certains agents, que nous considérons actuellement guéris sans déchet ou dont nous avons perdu la trace venaient à se prétendre (avant l'expiration du délai de prescription de 3 ans) atteints d'incapacité permanente et réclamaient l'attribution d'une rente d'invalidité -cas peu possible- ;

2 - Si des blessés au profit desquels des rentes ont été liquidées, engageaient dans un délai de 3 ans du jour du règlement, la procédure de révision prévue à l'art. 19 de la loi de

1898 en invoquant une aggravation de leur état;

3°- Lorsqu'en cas de désaccord sur le taux nous sommes amenés à demander la nomination d'un médecin expert pour fixer le quantum d'incapacité. Dans l'hypothèse d'un refus du blessé d'accepter les conclusions du rapport d'expertise, nous examinerons s'il ne convient pas, dans le but d'éviter ou de terminer un procès, de majorer quelque peu notre offre de rente, ce qui fera l'objet de propositions à M. le Directeur général;

4°- Lorsqu'il y a désaccord sur le taux du salaire (charges de famille, indemnités de séjour). Il n'y a actuellement que 4 affaires engagées devant les Tribunaux sur ces chefs de réclamations.

Mais il est possible qu'en dehors de ces<sup>4</sup> affaires plusieurs autres dans lesquelles nous avons fait des offres non encore acceptées, donnent lieu à des contestations de même nature. Cette éventualité ne nous permet pas quant à présent de proposer à M. le Directeur de terminer les 4 affaires indiquées ci-dessus en acceptant de payer au besoin le montant des rentes réclamées. Mais nous estimons que dans deux mois environ l'instruction de toutes les affaires sera achevée et que nous aurons reçu toutes les réponses à nos offres de rente. Nous serons alors à même d'envisager sur quelles bases nous pourrions les régler et si nous pourrions, sans gros dommage, envisager un sacrifice.

Il est à prévoir qu'avant le mois d'Octobre prochain toutes les affaires d'accidents du travail de la Régie seront définitivement liquidées (sous réserve toutefois des demandes en révision qui pourraient ultérieurement être formulées).

Le Chef de l'Office de la Régie  
des Chemins de fer des Territoires Occupés.

Signé: Al. de LAVIT.



Ordinance 149 H.C. i. A. 1.3. 23  
Secret 1<sup>er</sup> -3. 23 17.0. 4

~~Rev. 4~~

Car. 4. 1. 32 Rev. St. R.

DP. 32-1-80

32 p. 24

Ord. 280 H.

16 Nov. 24

~~Brunet & Duv~~

— f. 23 <sup>22</sup>

ROBERT SINAY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

TÉLÉPHONE 21.09

COMPTE CHEQUES POSTAUX  
STRASBOURG 125.14



COLMAR, LE 9 août 1939.  
21, Av. de la République

Monsieur le Secrétaire Général  
de la S.N.C.F.  
84, Rue St. Lazare  
PARIS

Monsieur le Secrétaire Général,

Je me permets de recourir à votre obligeance et à celle de vos services pour un renseignement qui me serait précieux et que seule votre administration est sans doute en mesure de me fournir.

Comme avocat désigné en assistance judiciaire, j'ai à conseiller la veuve d'un cheminot français qui avait été en 1923-1924 au service de la Régie des Chemins de Fer des territoires occupés (Palatinat).

Il faudrait que je sache, pour assurer la défense des intérêts de ma cliente, si cette Régie a encore une existence de droit, ou si, comme je le suppose, elle s'est trouvée dissoute lors de la cessation de l'occupation. Dans ce dernier cas, quels sont les représentants légaux de sa liquidation ? Y a-t-il un successeur de droit ? Quels sont les textes qui régissent cette situation et où est-il possible de les trouver ?

Je vous remercie d'avance, Monsieur le Secrétaire Général, de la peine que voudront bien prendre vos services, et je m'excuse de la leur donner.

Je vous présente, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération très distinguée.

Avocat à la Cour

M. Auvenger  
16-8-39